

CONTEXTE ET ENJEUX DE LA PRATIQUE

La formalisation du Comité National GIZC (CNGIZC), à vocation interministérielle, en 2010, avait permis de structurer la coordination de la GIZC au niveau national, avec des déclinaisons locales à travers les Comités Locaux GIZC. Sa destitution, dans le cadre de mesures d'économie budgétaire, a toutefois entraîné la disparition de cette instance nationale fédératrice. La gouvernance de la GIZC s'est depuis répartie entre plusieurs ministères et institutions sectorielles, fragilisant ainsi son portage transversal. Cette absence de gouvernance renforcée la multiplication des pressions sur l'archipel (déforestation des mangroves, constructions illégales, exploitation des récifs, extraction de matériaux), accélérant l'érosion côtière et la dégradation de la biodiversité et des paysages.

Face à ces menaces, l'ONG WCS Madagascar, avec l'appui du projet RECOS, a engagé en 2024 la redynamisation du CL GIZC de Nosy Be pour rebâtir une gouvernance fondée sur la réconciliation des deux approches qu'on a tendance à opposer à savoir la conservation et le développement économique. Appelée localement « Fikobabiana », c'est le modèle de gouvernance locale promu par le CLGIZC centré sur une vision partagée.



DESCRIPTION DE LA PRATIQUE

Pour relancer le mission du CLGIZC de Nosy Be, la première étape a été l'institution d'une Assemblée générale (AG) forte réunissant une soixantaine de parties prenantes : autorités, services techniques, ONG, société civile. Pour gagner en réactivité, cette AG a été subdivisée en 5 échelons emboîtés, qui a permis de mobiliser le bon niveau de décision sans attendre la réunion de tous les membres :

- Le CLGIZC élargi (50 membres)
- Le CLGIZC restreint (16 membres)
- Le bureau exécutif (9 membres)
- Le secrétariat technique
- Les points focaux des ministères concernés (Pêche, Environnement et Aménagement du Territoire).

La 2ème étape a été ensuite de retrouver un leader fort, une place donnée au Préfet et/ou Maire : le maire apporte l'ancrage légal et communautaire, tandis que le préfet, premier représentant de l'État, a l'autorité nécessaire pour mobiliser l'ensemble des services techniques : un montage qui reste atypique dans les autres districts de Madagascar.

Le CLGIZC ne dispose pas de budget de fonctionnement propre : l'appui de WCS finance la redynamisation et le renforcement de capacités du comité, mais pas la mise en œuvre de ses activités de terrain. Lorsqu'une intervention nécessite un financement (location de bateau, carburant pour une descente sur une île de l'archipel, par exemple), le préfet sollicite au cas par cas l'appui des partenaires et opérateurs présents sur le territoire. Pour dépasser cette dépendance et pérenniser l'action du comité au-delà du poste de coordinateur financé par RECOS, le CLGIZC a créé en son sein un secrétariat exécutif conçu comme une entité autonome, capable de monter des projets et de mobiliser directement des financements et des partenariats : une condition jugée nécessaire pour rassurer des bailleurs qui hésitent à financer une gouvernance perçue comme portée uniquement par l'État.



Une clé de réussite :

Le fonctionnement s'appuie sur une réunion mensuelle systématique, des réunions restreintes sur demandes, et un groupe WhatsApp reliant membres, services et relais communautaires pour la remontée rapide des alertes.

BÉNÉFICES SOCIO-ÉCONOMIQUES & ÉCOLOGIQUES

La résilience climatique et le développement économique des communautés locales sont deux principes fondateurs de la démarche GIZC. Pour y contribuer, le CLGIZC de Nosy Be :

- A validé son Plan d'Action Local (PAL), dans lequel le développement durable du territoire occupe une place centrale ;
- Développe des partenariats permettant d'appuyer les projets portés par les communautés locales ;
- Facilite la venue et l'installation des investisseurs sur l'archipel ;
- Appuie et conseille les entrepreneurs locaux sur les démarches et procédures réglementaires liées à leurs projets ou initiatives ;
- Engage et coordonne un travail de mobilisation de partenaires et de bailleurs (via le futur secrétariat exécutif autonome) afin de sécuriser, à terme, des financements dédiés au développement local plutôt que ponctuels.

La gouvernance portée par le CLGIZC mobilise également une diversité d'acteurs sur le plan social : le comité compte environ 40 % de femmes, dont beaucoup occupent des postes de responsabilité au sein des services techniques et de la gestion des zones protégées, en particulier dans le tourisme. Leur participation active aux échanges est reconnue comme un facteur important du dynamisme du comité.



UNE APPROCHE INNOVANTE

La double présidence assurée par le Maire et le Préfet a nettement fluidifié la communication interservices et la mobilisation des membres. Cette continuité institutionnelle, qui dépasse les changements de personnes, constitue une véritable force à Nosy Be : deux Préfets se sont succédé depuis la redynamisation de 2024, sans que le fonctionnement du comité en soit interrompu, grâce à la solidité de ses structures, à une communication continue et à l'organisation de descentes de terrain communes avec chaque nouvelle autorité. Par ailleurs, il a également été innovant d'investir massivement dans la maîtrise des textes réglementaires applicables aux zones côtières, nombreux et souvent dispersés entre plusieurs administrations à Madagascar, afin de clarifier, texte par texte, quelle entité est responsable de quoi. Ce travail de fond a permis de bâtir un plan d'action très ciblé qui représente une des forces du CLGIZC. Enfin, la forte représentation des femmes constitue un autre trait innovant de ce comité GIZC : dès sa constitution, une attention particulière leur a été accordée, en raison de leur implication active dans le secteur du tourisme à Nosy Be et de l'importance de leur voix au sein de cette instance.

POUR RÉPLIQUER LA PRATIQUE

- La recherche active d'autonomie institutionnelle et financière, à travers **la création d'un secrétariat exécutif** capable de monter des projets et de mobiliser des financements propres, est une clé de succès facile à répliquer qui permet de ne plus dépendre uniquement d'un coordinateur financé par un projet externe ni de sollicitations ponctuelles auprès des partenaires. Anticipez donc, dès la conception du comité, les moyens de sa pérennité financière et institutionnelle ;
- **Le recrutement ou l'appui ponctuel d'un juriste** pour faciliter le travail de clarification des textes de loi est une vraie valeur ajoutée qui permet par la suite une appropriation de la gouvernance du littoral par les membres eux-mêmes.
- Identifiez une **vision claire et concise** qui vous servira de moteur pour vos missions. La nôtre est : « *Nosy Be est un territoire sûr et organisé, écologiquement préservé, économiquement dynamique et socialement inclusif, gouverné de manière participative et durable au bénéfice des générations présentes et futures.* »
- **Instaurez un rythme de réunions régulier** pour l'ensemble des membres ;
- **Appliquez des sanctions systématiques** et un suivi judiciaire des infractions constatées pour limiter les abus de pouvoir et les risques de corruption, tout en veillant à porter les décisions difficiles (par exemple une démolition) au nom du comité dans son ensemble plutôt que d'un seul service, et aussi afin de limiter les tensions avec les communautés.

